

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Dans un monde en « polycrise », la santé serait-elle le plus grand risque pour la viabilité budgétaire du Canada?

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

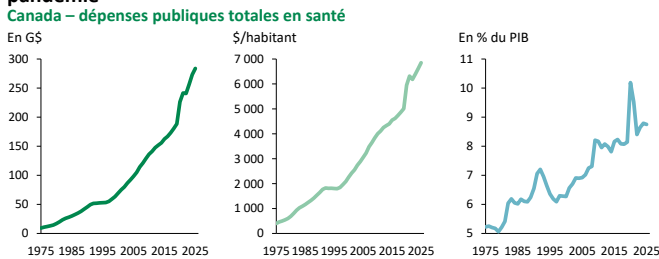
L'aggravation des déficits prévus des gouvernements est l'une des tendances les plus frappantes à avoir émergé de la saison budgétaire provinciale de 2026. Dans certains cas, les revenus moins élevés que prévu dans le secteur des ressources ont joué un rôle important. Toutefois, le facteur déterminant reste les dépenses plus élevées que prévu, en particulier dans le domaine de la santé. Bien que les raisons de cette hausse marquée des dépenses planifiées en santé diffèrent d'une province à l'autre, la tendance est manifeste partout.

Que se passe-t-il avec le système de santé public au Canada? Les dépenses en soins de santé ont fortement augmenté pendant la pandémie de COVID-19. Elles sont demeurées élevées depuis et n'ont toujours pas retrouvé leur tendance prépandémique (graphique 1). Même chose pour

les dépenses de santé par habitant. Pendant ce temps, les dépenses publiques en santé au Canada continuent d'augmenter graduellement en proportion de l'économie, puisqu'elles progressent plus rapidement que l'économie canadienne.

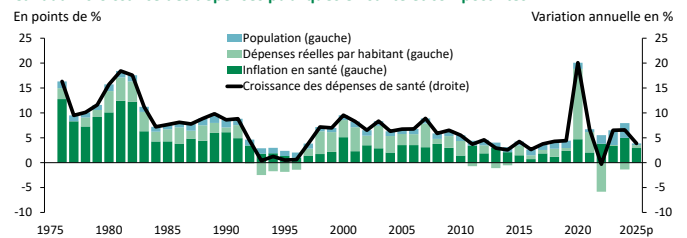
Qu'est-ce qui a fait grimper les dépenses publiques en santé au Canada? L'inflation des coûts des soins de santé a joué un rôle majeur, dépassant souvent l'inflation mesurée par l'indice total des prix à la consommation (IPC) (graphique 2), une tendance qui devrait se poursuivre. Et après avoir, dans le passé, peu contribué à la hausse des dépenses publiques en santé, la croissance démographique a été un moteur important au cours des dernières années. Toutefois, cette tendance s'est inversée, la population du Canada ayant commencé à se contracter à la suite d'une forte baisse du nombre de résidents non permanents.

Graphique 1
Les dépenses publiques en santé sont restées élevées après la pandémie



Institut canadien d'information sur la santé, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 2
L'inflation et la croissance démographique ont été les principaux moteurs de la hausse des dépenses en santé après la pandémie



p : prévisions
Institut canadien d'information sur la santé et Desjardins, Études économiques

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine..... 1 À surveiller 3 Indicateurs économiques 5

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste principal • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

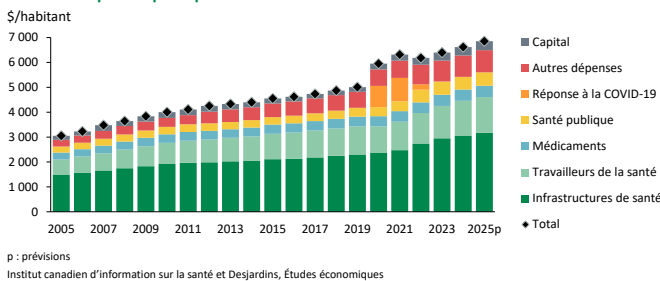
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Ainsi, la croissance démographique ne devrait pas être un facteur déterminant à l'avenir – son ralentissement pourrait même contribuer à freiner la hausse des dépenses en santé.

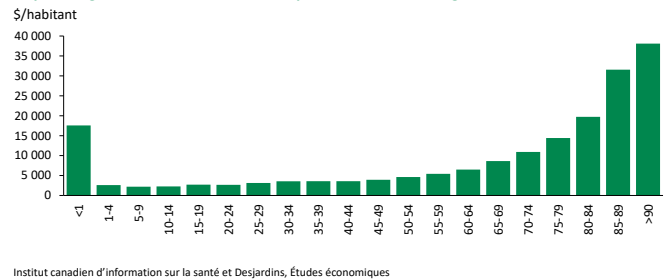
Les gouvernements ont révisé à la baisse leurs prévisions de croissance démographique future et, parallèlement, revu à la hausse leurs prévisions de dépenses en santé. Il s'agit donc d'une augmentation du coût par habitant qui devrait contribuer de façon notable à la progression des dépenses en soins de santé au cours des prochaines années. Selon les données de l'Institut canadien d'information sur la santé, les dépenses publiques par habitant en santé ont dépassé leur sommet pandémique en 2023 et ont continué de progresser depuis (graphique 3).

Graphique 3
Les dépenses dans les infrastructures et les travailleurs de la santé stimulent la croissance des dépenses par habitant
 Canada – dépenses publiques en santé



La hausse des dépenses de santé par habitant s'explique par l'évolution démographique au Canada. L'âge moyen des Canadiens et des Canadiennes augmente, et le resserrement récent de l'immigration ne fera qu'exacerber cette tendance. Selon Statistique Canada, la part des personnes de 65 ans et plus dans la population est passée de 16,0 % en 2015 à 19,5 % en 2025 et pourrait atteindre près de 23 % d'ici 2035. L'effet sur les finances publiques passe à la fois par les dépenses et par les revenus. D'un côté, les dépenses de santé par habitant du gouvernement augmentent de façon presque exponentielle à partir de l'âge moyen (graphique 4). Avec le vieillissement de la population, la situation s'aggrave. De l'autre côté, la part des Canadiens et Canadiennes en âge de travailler et qui financent ces dépenses croissantes diminue.

Graphique 4
Les coûts des soins de santé augmentent presque exponentiellement après l'âge moyen
 Dépenses gouvernementales en santé par habitant selon l'âge, 2023



C'est là le cœur du problème : les coûts de santé devraient grimper considérablement, tandis que la croissance des revenus ralentira. Comme la santé constitue la dépense la plus importante des gouvernements provinciaux, ceux-ci sont les plus à risque de voir ces coûts croissants miner leur viabilité budgétaire. Selon le [Rapport sur la viabilité financière de 2024](#) du Bureau du directeur parlementaire du budget (DPB), la situation budgétaire de la moitié des provinces canadiennes n'était pas viable avant le retour au pouvoir du président Trump. Et bon nombre de celles dont les finances étaient viables étaient tout juste du bon côté de la ligne. Depuis, le Canada a dû composer avec les droits de douane à l'importation imposés par les États-Unis, un choc sur les prix du pétrole et des saisons budgétaires successives qui ont vu, pour la plupart, les déficits prévus s'accroître, non diminuer.

Le Bureau du DPB a déterminé que le gouvernement fédéral, contrairement aux provinces, était dans une position financière viable (bien que de justesse) à la suite de son budget de 2025. Le Transfert canadien en matière de santé a diminué en proportion des dépenses de santé des provinces, et cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochaines années. Les provinces demanderont donc au gouvernement fédéral de combler le manque. Mais celui-ci n'a plus la marge de manœuvre financière pour le faire tout en maintenant des perspectives d'endettement soutenables. Ainsi, il faut en faire davantage pour améliorer l'efficacité des soins de santé publics au Canada, afin de contenir les coûts dans un contexte de hausse de la demande et de capacité budgétaire limitée. Autrement, des compromis très difficiles pourraient devoir être faits.

À surveiller

LUNDI 13 avril - 10:00

Mars	taux ann.
Consensus	4 060 000
Desjardins	4 035 000
Février	4 090 000

JEUDI 16 avril - 9:15

Mars	m/m
Consensus	0,0 %
Desjardins	-0,1 %
Février	0,2 %

MERCREDI 15 avril - 8:30

Février	m/m
Consensus	3,8 %
Desjardins	3,8 %
Janvier	-3,0 %

JEUDI 16 avril - 5:00

Mars	m/m
Consensus	nd
Desjardins	0,0 %
Février	-1,3 %

VENDREDI 17 avril - 8:15

Mars	taux ann.
Consensus	252 500
Desjardins	258 000
Février	250 900

ÉTATS-UNIS

Ventes de maisons existantes (mars) – Les ventes de propriétés existantes ont été étonnamment fortes en février. Elles ont augmenté de 1,7 % alors que plusieurs signes pointaient vers le bas, notamment les ventes en suspens et les données préliminaires régionales. Toutefois, on a aussi vu des surperformances des ventes lors des mois de février des années passées et elles ont été suivies de baisses en mars. Donc, même si les ventes en suspens ainsi que les données régionales offrent maintenant des signaux plus positifs pour le mois de mars, les ventes de maisons existantes pourraient tout de même diminuer. La hausse des taux d'intérêt hypothécaires risque aussi d'avoir affecté négativement le marché de l'habitation, même si les conséquences pourraient être plus lourdes pour les transactions des prochains mois. On s'attend à ce qu'elles reculent à 4 035 000 unités annualisées.

Production industrielle (mars) – Après un gain mensuel de 0,7 % en janvier, le plus fort en près d'un an, la production industrielle a connu une croissance plus timide en février, soit de 0,2 %. On s'attend à un autre ralentissement pour le mois de mars. La baisse des heures travaillées dans le secteur automobile devrait amener une contribution négative alors que le reste de la fabrication devrait enregistrer une hausse plutôt timide malgré l'amélioration de la composante « production actuelle » de l'ISM manufacturier au cours du mois dernier. On s'attend toutefois à une forte croissance du secteur minier, appuyée, entre autres, par l'extraction de pétrole et de gaz. Cependant, la production d'électricité devrait à nouveau diminuer alors que la température s'est avérée bien plus chaude qu'à la normale. Somme toute, des baisses de 0,1 % de la production industrielle ainsi que de la production manufacturière sont prévues.

CANADA

Ventes des manufacturiers (février) – Nous nous attendons à une progression mensuelle de 3,8 % des ventes des manufacturiers en février, ce qui est conforme au résultat provisoire de Statistique Canada. Les ventes de matériel de transport ont probablement rebondi après avoir reculé en janvier, ce qui a soutenu la croissance des ventes globales. De plus, les ventes de produits alimentaires devraient avoir enregistré une hausse, ajoutant un vent favorable. En termes réels, les ventes des manufacturiers ont probablement augmenté de 3,9 %, les prix des produits industriels désaisonnalisés ayant diminué modestement (-0,1 %).

Ventes de maisons existantes (mars) – Les ventes mensuelles désaisonnalisées de propriétés au pays sont probablement demeurées inchangées en mars. Les chiffres annuels préliminaires des associations immobilières régionales montrent une hausse des ventes au Québec, y compris dans ses deux plus grandes villes, mais un recul dans certains des autres grands marchés par rapport à mars 2025. Par ailleurs, le Toronto Regional Real Estate Board a signalé que les ventes désaisonnalisées avaient progressé de 1,4 % par rapport à février. Consultez les plus récentes [Perspectives immobilières de Desjardins](#) pour connaître nos prévisions de ventes et de prix des propriétés pour les deux prochaines années.

Mises en chantier (mars) – Nous estimons que les mises en chantier se sont établies à environ 258 000 unités en mars (chiffre désaisonnalisé et à rythme annualisé), ce qui correspond aux tendances récentes de la construction résidentielle. La vigueur de la construction de logements locatifs, soutenue par des mesures gouvernementales, a vraisemblablement permis aux mises en chantier de se maintenir au-dessus de ce que la conjoncture économique actuelle laisserait normalement entrevoir. Pour un portrait détaillé de nos prévisions de mises en chantier pour 2026 et pour 2027, consultez les plus récentes [Perspectives immobilières de Desjardins](#).

MERCREDI 15 avril - 22:00

T1 2026	a/a
Consensus	4,8 %
T4 2025	4,5 %

JEUDI 16 avril - 2:00

Février	m/m
Consensus	0,1 %
Janvier	0,0 %


OUTRE-MER


Chine : PIB réel (T1) – Le PIB réel chinois pour le premier trimestre de 2026 devrait confirmer une croissance toujours résiliente, mais modérée. Cette performance serait principalement soutenue par la vigueur des exportations et par une production industrielle robuste, tandis que la demande intérieure et l’investissement, en particulier dans le secteur immobilier, continueraient de freiner l’activité économique. Bien que le début d’année s’annonce solide, le gouvernement central anticipe une modération de la croissance en 2026, comme en témoigne la cible officielle comprise entre 4,5 % et 5,0 %. Par ailleurs, l’activité pourrait ralentir dès le deuxième trimestre en raison de la crise en Iran, la Chine figurant parmi les économies les plus exposées aux perturbations de l’offre mondiale de pétrole.

Royaume-Uni : PIB mensuel (février) – Après deux mois consécutifs de légère croissance à la toute fin de 2025, le PIB mensuel britannique a stagné en janvier. Cette économie continue donc de souffler le chaud et le froid, mais c’est tout de même la première fois depuis le début de 2025 qu’aucune diminution du PIB mensuel n’a été observée pendant au moins trois mois. Un léger gain est d’ailleurs attendu pour le mois de février, soit avant que l’incertitude s’exacerbe avec la guerre en Iran. La situation sera plus compliquée pour le mois suivant alors que les prix de l’essence ont bondi de 13 % entre la fin février et la fin mars et ceux de l’électricité, de 44 %. Les indices PMI étaient demeurés relativement élevés au cours du mois de février avant de diminuer un peu en mars. Cela dit, les ventes au détail ont reculé en février, mais c’est après une très forte croissance mensuelle en janvier. Une légère progression de 0,1 % du PIB mensuel en février amènerait un modeste acquis de croissance de 0,2 % (non annualisé) pour le premier trimestre.

Indicateurs économiques

Semaine du 13 au 17 avril 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 13	10:00	Ventes de maisons existantes (taux ann.)	Mars	4 060 000	4 035 000	4 090 000
	18:20	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, S. Miran				
MARDI 14	8:30	Indice des prix à la production				
		Total (m/m)	Mars	1,1 %	1,4 %	0,7 %
	Excluant aliments et énergie (m/m)	Mars	0,5 %	0,6 %	0,5 %	
	12:15	Discours du président de la Réserve fédérale de Chicago, A. Goolsbee				
12:45	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr					
MERCREDI 15	8:30	Indice Empire manufacturier	Avril	-0,5	5,0	-0,2
	8:30	Prix des exportations (m/m)	Mars	1,7 %	3,5 %	1,5 %
	8:30	Prix des importations (m/m)	Mars	2,5 %	2,5 %	1,3 %
	8:30	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
	10:00	Indice NAHB des constructeurs de maisons	Avril	37	nd	38
	13:45	Discours d'une vice-présidente de la Réserve fédérale, M. Bowman				
	14:00	Publication du <i>Livre Beige</i>				
16:00	Achats étrangers de valeurs mobilières (G\$ US)	Févr.	nd	nd	15,5	
JEUDI 16	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	6-10 avril	214 000	217 000	219 000
	8:30	Indice de la Fed de Philadelphie	Avril	10,0	8,0	18,1
	8:35	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
	9:15	Production industrielle (m/m)	Mars	0,0 %	-0,1 %	0,2 %
	9:15	Taux d'utilisation de la capacité de production	Mars	76,2 %	76,2 %	76,3 %
	10:35	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, S. Miran				
 VENDREDI 17	12:15	Discours du président de la Réserve fédérale de Richmond, T. Barkin				
	14:00	Discours d'un gouverneur de la Réserve fédérale, C. Waller				
CANADA						
LUNDI 13	8:30	Permis de bâtir (m/m)	Févr.	nd	-2,4 %	4,8 %
MARDI 14	---	---				
MERCREDI 15	8:30	Ventes des grossistes (m/m)	Févr.	2,3 %	2,3 %	-1,0 %
	8:30	Ventes des manufacturiers (m/m)	Févr.	3,8 %	3,8 %	-3,0 %
JEUDI 16	5:00	Ventes de maisons existantes (m/m)	Mars	nd	0,0 %	-1,3 %
 VENDREDI 17	8:15	Mises en chantier (taux ann.)	Mars	252 500	258 000	250 900
	8:30	Opérations internationales en valeurs mobilières (G\$)	Févr.	nd	nd	46,73

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 13 au 17 avril 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
DURANT LA SEMAINE								
Chine	---	Balance commerciale (G\$ US)	Mars	107,65		90,98		
LUNDI 13								
---	---	---						
MARDI 14								
Japon	0:30	Production industrielle – final	Févr.	nd	nd	-2,1 %	0,3 %	
MERCREDI 15								
France	2:45	Indice des prix à la consommation – final	Mars	0,9 %	1,7 %	0,9 %	1,7 %	
Zone euro	5:00	Production industrielle	Févr.	0,3 %	-1,4 %	-1,5 %	-1,2 %	
Chine	22:00	PIB réel	T1	1,4 %	4,8 %	1,2 %	4,5 %	
Chine	22:00	Production industrielle	Mars		5,4 %		nd	
Chine	22:00	Ventes au détail	Mars		2,4 %		nd	
JEUDI 16								
Royaume-Uni	2:00	Balance commerciale (M£)	Févr.	-2 000		3 922		
Royaume-Uni	2:00	Construction	Févr.	-0,4 %	-0,8 %	0,2 %	-0,2 %	
Royaume-Uni	2:00	Indice des services	Févr.	0,2 %		0,0 %		
Royaume-Uni	2:00	PIB mensuel	Févr.	0,1 %		0,0 %		
Royaume-Uni	2:00	Production industrielle	Févr.	0,3 %	-1,0 %	-0,1 %	0,4 %	
Italie	4:00	Indice des prix à la consommation – final	Mars	0,5 %	1,7 %	0,5 %	1,7 %	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – final	Mars	1,2 %	2,5 %	1,2 %	2,5 %	
VENDREDI 17								
Zone euro	4:00	Compte courant (G€)	Févr.	nd		37,9		
Italie	4:00	Balance commerciale (M€)	Févr.	nd		1 089		
Italie	4:00	Compte courant (M€)	Févr.	nd		-1 785		
Zone euro	5:00	Balance commerciale (G€)	Févr.	nd		12,1		

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).